

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/WGTI/M/2

10 novembre 1997

(97-4910)

## Groupe de travail des liens entre commerce et investissement

### RAPPORT DE LA REUNION DES 6 ET 7 OCTOBRE 1997

#### Note du Secrétariat

1. Le Groupe de travail des liens entre commerce et investissement a tenu sa deuxième réunion les 6 et 7 octobre 1997 sous la présidence de M. l'Ambassadeur Krirk-Krai Jirapaet.

2. L'ordre du jour de fond de la réunion comprenait le point I et plusieurs questions inscrites sous les points II et III de la Liste des questions proposées pour examen, dont le Groupe de travail avait pris note à sa réunion de juin 1997. Le Groupe de travail a en outre examiné les demandes de statut d'observateur présentées par plusieurs organisations internationales intergouvernementales. Au titre des "Autres questions", il a examiné le calendrier de ses réunions en 1998 et les dispositions à prendre en vue de la présentation de son rapport au Conseil général.

A. INCIDENCE DES LIENS ENTRE COMMERCE ET INVESTISSEMENT SUR LE DEVELOPPEMENT ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE (Point I de la Liste des questions proposées pour examen)

3. Pour l'examen de ce point, le Groupe de travail s'est fondé sur des communications de l'OCDE, de la CNUCED, de la Banque mondiale, du FMI et de l'ONUDI (WT/WGTI/W/8 et Addenda 1-4), établies en réponse à la demande qu'il avait adressée à ces organisations à sa première réunion. Les Membres ont accueilli avec intérêt ces communications de haute tenue.

4. En présentant le document WT/WGTI/W/8, le représentant de l'OCDE a noté que si l'investissement étranger direct (IED) avait joué un rôle très variable dans le développement économique des pays de l'OCDE dans l'après-guerre, les 15 dernières années avaient été marquées par une remarquable convergence de vues en sa faveur entre ces pays. Cette évolution, survenue principalement dans les années 80, était la conséquence d'une réorientation des politiques économiques visant à réduire le rôle de l'Etat pour miser davantage sur le libre jeu des mécanismes du marché; des facteurs institutionnels, comme l'établissement du Marché unique européen, l'Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis, l'ALENA et les instruments de l'OCDE relatifs à l'investissement avaient également joué un rôle important. En adoptant une attitude plus favorable à l'égard de l'IED, les pays ont mis davantage l'accent sur sa contribution au progrès technologique et à l'innovation, et sur son rôle comme stimulant de la concurrence et de l'efficacité et comme facteur d'intégration dans l'économie mondiale, plutôt que sur sa contribution à la formation de capital, aux recettes fiscales et à la balance des paiements. Il n'existait pratiquement plus de restrictions à l'IED dans les industries manufacturières et les restrictions généralisées à l'activité étrangère dans le secteur financier avaient été supprimées en grande partie. Il subsistait cependant une certaine réticence à l'égard de la participation étrangère dans certains secteurs, comme l'exploitation des ressources naturelles, les transports, les communications et les industries culturelles; de plus, certains pays conservaient un système d'examen préalable des projets d'investissements, mais maintenant son champ d'application était limité et il fonctionnait avec un minimum de moyens administratifs. Les pays manifestaient aussi de la réticence à partager avec des sociétés étrangères les fonds publics destinés à la recherche-développement. Les pays de l'OCDE

étaient pleinement conscients du fait que chaque projet d'IED ne contribuait pas nécessairement à la prospérité économique de façon directement mesurable. De ce fait, ils considéraient, premièrement, qu'il pouvait être impossible de déterminer au départ si un investissement aurait des effets positifs ou négatifs, deuxièmement, que l'intervention de l'Etat dans les décisions d'investir avait un coût élevé et, troisièmement, que, si une réglementation était nécessaire, par exemple, dans le domaine de la concurrence, la meilleure façon de procéder était d'adopter une politique non discriminatoire s'appliquant également aux investisseurs nationaux et étrangers.

5. Le représentant de la CNUCED a appelé l'attention sur plusieurs points abordés dans l'introduction du document WT/WGTI/W/8/Add.1 qui traitait des tendances récentes de l'IED et de son rôle dans l'intégration croissante de la production internationale. A propos de l'analyse, dans la section suivante, des effets de l'IED sur le développement résultant de ses liens avec le commerce, il a souligné que l'analyse classique de ces liens, qui cherchait à déterminer si l'IED et le commerce étaient complémentaires ou substituables, était moins pertinente dans le contexte de la mondialisation, dans lequel l'un et l'autre étaient déterminés simultanément par les décisions des sociétés transnationales concernant l'implantation de leurs installations de production. A propos de la section III de la note de la CNUCED, qui analysait les effets de l'IED sur le développement ne résultant pas de ses liens avec le commerce, il a observé que, pour bien comprendre ces effets, il fallait considérer l'IED comme un ensemble englobant des actifs corporels et incorporels, et que les pays d'accueil attachaient relativement plus d'importance aux éléments incorporels qui lui étaient associés. Ceux-ci comprenaient la technologie, l'innovation, les méthodes et les compétences en matière d'organisation et de gestion, la mise en valeur des ressources humaines, l'accès aux marchés et les liaisons en aval et en amont avec les entreprises locales. L'IED avait aussi une incidence sur le développement à travers ses effets sur la structure du marché et sur la concurrence dans le pays d'accueil, question examinée en détail dans le Rapport sur l'investissement dans le monde 1997 de la CNUCED. L'IED n'était pas une panacée et ce n'était pas non plus le facteur le plus important dans le développement, mais, tout bien considéré, il pouvait contribuer largement à l'industrialisation, à la restructuration industrielle et au développement général. Cette contribution au processus de développement était renforcée par les politiques nationales de deux façons. Premièrement, pour attirer les investissements étrangers directs, les autorités nationales s'efforçaient d'établir un régime d'investissement plus libéral. Et deuxièmement, les politiques nationales étaient importantes pour encourager l'IED dans les secteurs prioritaires pour le développement économique du pays, en réduisant les effets négatifs qu'il pouvait avoir, par exemple sous la forme de prix de transfert ou de pratiques commerciales restrictives, et en encourageant les liaisons en amont et en aval avec les entreprises locales.

6. Le représentant de la Banque mondiale a expliqué que la première partie du document WT/WGTI/W/8/Add.2 reproduisait un chapitre de l'édition 1997 du rapport intitulé Les perspectives de l'économie mondiale et les pays en développement, qui analysait la tendance à la mondialisation de la production, ses causes et ses caractéristiques ainsi que ses conséquences pour les pays en développement. Sur ce dernier point, le chapitre étudiait comment les pays qui participaient déjà à la production mondiale pouvaient accroître les avantages qu'ils en tiraient et quelles mesures propres à favoriser l'IED pourraient être adoptées sans inconvénient par les pays qui souhaitaient attirer davantage d'investissements étrangers directs. Il a appelé l'attention du Groupe de travail sur les conclusions de ce chapitre figurant à la page 21 de la version anglaise. La seconde partie de la communication consistait en un résumé analytique d'un récent rapport sur l'investissement étranger direct établi par la Société financière internationale, affiliée à la Banque mondiale. Le document se terminait par une liste des études sur ce thème effectuées récemment à la Banque mondiale.

7. Le représentant du FMI a fait observer que les études du FMI mentionnées dans le document WT/WGTI/W/8/Add.3 mettaient en relief l'imbrication des décisions des entreprises en matière de commerce et d'IED et soulignaient l'importance d'un cadre macro-économique et financier stable et durable pour attirer des flux continus d'IED. La continuité des apports d'IED dépendait en particulier

de l'existence d'un régime de commerce et de paiements ouvert. Le succès des efforts du FMI pour encourager les pays à supprimer les restrictions aux transferts courants était attesté par le fait que de nombreux pays avaient assumé les obligations découlant de l'article VIII des Statuts du Fonds.

8. En présentant le document WT/WGTI/W/8/Add.4, le représentant de l'ONUDI a noté que l'ONUDI avait principalement pour mandat d'aider les pays en développement et les pays en transition dans leurs efforts d'industrialisation. L'ONUDI analysait donc en permanence les conséquences de la mondialisation et de la libéralisation des échanges pour le développement industriel de ces pays. Il était de plus en plus préoccupant de voir que la mondialisation constituait pour les pays en développement non seulement une occasion à saisir, mais aussi une menace, car ces pays devaient faire face à une concurrence internationale croissante tant sur leurs marchés d'exportation que sur leur marché intérieur. Le risque était particulièrement grand pour les pays d'Afrique subsaharienne et pour les pays les moins avancés. De surcroît, la compétitivité industrielle dépendait de plus en plus des prouesses ou des capacités technologiques et l'évolution technologique s'accélérait à un rythme sans précédent. Tout cela se traduisait par l'apparition de conditions de concurrence entièrement nouvelles pour les entreprises industrielles du monde entier, conduisant à l'établissement de réseaux de production mondiaux et de nouvelles structures organisationnelles. Pour relever convenablement ces défis, les pays en développement devaient donner de plus en plus la priorité à la compétitivité dans l'élaboration et la mise en oeuvre de leurs stratégies d'industrialisation. Ces questions étaient analysées de façon plus détaillée dans la publication de l'ONUDI intitulée *The Globalization of Industry: Implications for Developing Countries beyond 2000*.<sup>1</sup> Pour conclure, l'intervenant a décrit différentes activités de l'ONUDI axées sur la promotion de l'investissement industriel.

9. Plusieurs délégations se sont déclarées très préoccupées par le fait que les traductions en espagnol et en français n'étaient pas encore disponibles et ont indiqué que cela compromettait sérieusement leur participation effective aux travaux du Groupe.

10. Plusieurs délégations ont formulé des observations ou posé des questions sur des points particuliers abordés dans les communications des organisations internationales ou dans les remarques liminaires de leurs représentants. Ces observations et ces questions ainsi que les réponses et les commentaires des représentants des organisations sont reproduits en annexe.

11. Le représentant de la Communauté européenne a souligné qu'il importait de replacer les travaux du Groupe de travail dans le contexte de la concurrence croissante entre les pays pour attirer des IED et de la mondialisation, qui constituait un défi pour tous les pays. Sur ce dernier point, le représentant de la Suisse a indiqué qu'il se posait, dans les pays de l'OCDE, plusieurs problèmes qui témoignaient de leur difficulté à s'adapter à la mondialisation, comme le refus d'accorder le traitement national aux investisseurs étrangers dans les opérations de privatisation, l'existence de lois visant les investissements des entreprises étrangères dans les pays tiers, la concurrence acharnée pour attirer les IED par des mesures d'incitation à l'investissement et les difficultés résultant de l'application aux transactions internationales de lois sur la concurrence conçues essentiellement en fonction d'objectifs nationaux.

12. Les représentants de la Communauté européenne, du Japon, de Hong Kong, Chine, de l'Australie et des Etats-Unis ont souligné la convergence des communications des organisations internationales dans leur analyse de la contribution de l'IED au développement économique et à la croissance. A cet égard, certains d'entre eux ont mis en relief certains points qui ressortaient de ces communications, notamment l'évolution de l'attitude de nombreux pays en développement vers la reconnaissance du rôle positif de l'IED, l'importance croissante des biens créés comme déterminants de la localisation

---

<sup>1</sup>Les délégations intéressées peuvent consulter cette publication au Secrétariat (Division de la propriété intellectuelle et des investissements, tél. 739 52 24).

des IED, par rapport à l'accès aux ressources naturelles et à l'existence d'une main-d'oeuvre bon marché, l'importance croissante des IED pour les pays d'accueil en tant qu'instrument du transfert d'actifs incorporels tels que la technologie et les compétences en matière de gestion, la complémentarité du commerce et de l'IED, et l'importance de politiques commerciales ouvertes pour attirer l'IED. Le représentant du Japon, se référant à une communication écrite présentée par sa délégation (WT/WGTI/W/11), a fait observer que, si l'IED avait un effet globalement positif sur le développement, comme l'attestaient les données empiriques sur la corrélation entre croissance économique et apports d'IED et sur l'importance de l'IED pour le transfert de technologie, celui-ci pouvait aussi avoir des effets négatifs, par exemple sur la situation de la balance des paiements.

13. Plusieurs délégations ont évoqué les effets bénéfiques de l'IED sur la croissance et le développement à la lumière de l'expérience de leur pays. Le représentant de la Pologne, présentant une note informelle sur le rôle de l'IED dans la croissance économique récente de son pays et dans le passage d'une économie planifiée à une économie de marché, a mis en relief la corrélation positive entre les apports d'IED et la croissance du PIB, l'accroissement récent de ces apports consécutif à la libéralisation du cadre réglementaire et leur incidence sur la compétitivité et les résultats à l'exportation de la Pologne. Le représentant de la Corée a indiqué que l'IED avait joué un rôle relativement limité dans l'économie coréenne jusqu'au début des années 80, mais la Corée avait récemment libéralisé sa politique à l'égard de l'IED, eu égard à ses retombées sur la création d'emplois, le transfert de technologie et la restructuration industrielle, ce qui avait entraîné une forte augmentation des apports d'IED depuis le début des années 90. Le représentant de Hong Kong, Chine a fait observer que la croissance économique de Hong Kong avait été due, dans une large mesure, à l'application de politiques libérales en matière de commerce et d'investissement.

14. Les représentants de l'Inde, de l'Indonésie parlant au nom des membres de l'ANASE, de l'Egypte et du Pakistan ont estimé qu'il fallait mettre davantage l'accent sur les conséquences de l'IED pour le développement et aborder de façon nuancée ses éventuels effets négatifs. Il a été souligné que le rapport entre l'IED et le développement économique était un rapport complexe et multiforme, dont le commerce n'était qu'un aspect. Les autres aspects importants étaient notamment les incidences de l'IED sur l'épargne intérieure et la structure de la consommation, sur le financement et la technologie, sur le contrôle des actifs productifs et financiers, sur la répartition des avoirs entre les investisseurs nationaux et étrangers et au sein des collectivités dans un pays, sur les politiques stratégiques et de développement au niveau sectoriel, sur la situation macro-économique et sur la viabilité du processus de développement. Plusieurs propositions ont été faites au sujet des thèmes que le Groupe de travail devrait examiner plus avant pour mieux prendre en compte la dimension développement, à savoir: les liens entre la libéralisation de l'investissement et du commerce et les stades de développement, en particulier l'expérience des pays, y compris les pays industriels, à cet égard; le rôle de l'IED dans le transfert d'actifs incorporels, notamment dans les domaines de la technologie et de la mise en valeur des ressources humaines, et ses incidences sur le développement; les liens entre les différents types d'IED et le processus de développement; l'expérience en matière de ciblage sectoriel et le rôle de la politique industrielle. Il a été proposé que le Groupe de travail demande à la CNUCED et à l'ONUDI de présenter d'autres communications sur ces questions, notamment sur le transfert de technologie et le rôle des politiques de développement industriel. Les représentants de la Tanzanie et de l'Ouganda ont demandé instamment que l'on accorde, dans les travaux sur ce point, une plus grande attention à la situation des pays les moins avancés et ont invité les organisations internationales à présenter des communications sur cette question.

15. Se référant à la remarque du représentant de la CNUCED selon laquelle les échanges et l'investissement étaient déterminés par les décisions des sociétés transnationales concernant l'implantation de leurs activités de production, le représentant du Pakistan a proposé que le Groupe de travail examine de plus près les déterminants de ces décisions.

16. Le représentant des Etats-Unis a proposé que, parallèlement à l'étude plus poussée des liens entre l'IED et le transfert de technologie qui était envisagée, le Groupe de travail examine aussi le rapport entre le transfert de technologie et la protection efficace de la propriété intellectuelle.

17. Le Groupe de travail a pris note des observations formulées et des questions soulevées et est convenu de revenir sur le point I de la Liste à sa prochaine réunion. Le Président a dit qu'il distribuerait la liste des questions spécifiques qui, selon certaines délégations, devraient être examinées plus avant.<sup>2</sup> Cette liste ne devait être ni exhaustive ni limitative; elle devait simplement aider les Membres à préparer leurs contributions, écrites ou orales, en vue de l'examen de ces questions. Si les organisations intergouvernementales qui avaient présenté des communications à cette réunion considéraient qu'elles auraient des renseignements supplémentaires à fournir sur les travaux de leurs organisations sur ces questions, le Groupe serait heureux qu'elles présentent de nouvelles communications. Toutefois, si les contributions du Secrétariat de l'OMC et des autres organisations étaient importantes, celles des Membres étaient essentielles pour faire avancer le processus.

B. LIENS ECONOMIQUES ENTRE COMMERCE ET INVESTISSEMENT (Questions 1, 2, 5 et 6 du point II de la Liste des questions proposées pour examen)

18. Pour l'examen de ce point de l'ordre du jour, le Groupe de travail disposait d'une note du Secrétariat intitulée "Les liens entre le commerce et l'investissement étranger direct" (WT/WGTI/W/7 et Corr.1). Le Président a noté que certaines des communications présentées par les organisations internationales au sujet du point I de la Liste se rapportaient également à ce point.

19. Le représentant du Secrétariat a expliqué la structure et la portée de la note du Secrétariat. Comme pour les points précédents de l'ordre du jour, les délégations ont souligné le caractère préliminaire de leurs observations et certaines se sont émues de l'absence de traduction de la note en espagnol.

20. Le représentant de l'Inde et celui de l'Indonésie, parlant au nom des pays de l'ANASE Membres de l'OMC, ont formulé des observations détaillées et ont posé des questions sur des points particuliers de la note du Secrétariat.

21. Au sujet de la note de bas de page 2, qui faisait référence à une étude sur le commerce et l'investissement figurant dans le Rapport annuel 1996 de l'OMC, le représentant de l'Inde a estimé qu'il faudrait préciser que cette étude n'était pas l'expression d'un débat entre les Membres de l'OMC. A propos de la section II.1.1, il a demandé si la notion de "participation au capital" telle qu'elle était employée dans cette section englobait des prescriptions en matière de nationalité. Se référant aux paragraphes 20 et 26, il a demandé si la participation au capital et l'internalisation des avantages liés à la technologie en tant que déterminants des flux d'IED pouvaient être considérées comme des facteurs restrictifs portant préjudice aux entreprises des pays en développement. A propos du paragraphe 23, il s'est demandé si la main-d'oeuvre se déplaçait librement au sein des différentes unités de production des sociétés transnationales. Se référant au paragraphe 27 sur l'élément d'internalisation de l'IED, il a demandé si les coûts de transaction élevés associés aux opérations des sociétés transnationales étaient un autre aspect des pratiques commerciales restrictives et si la remarque faite dans la note de bas de page relative à ce paragraphe signifiait que, en raison des coûts de transfert élevés sur le marché, les mécanismes du marché n'étaient pas toujours un déterminant des flux d'IED.

22. Le représentant de l'Indonésie a contesté la définition de l'IED donnée au paragraphe 16 de la note du Secrétariat, selon laquelle celui-ci permettrait de contrôler la gestion d'une entité économique

---

<sup>2</sup>Cette liste a été distribuée ultérieurement dans le document n° 6004.

établie à l'étranger, car, dans de nombreux pays en développement, l'IED revêtait des formes qui n'impliquaient pas un tel contrôle.

23. Le représentant de l'Inde, se référant à une étude mentionnée au paragraphe 37 sur les courants d'échanges et d'IED entre les Etats-Unis et l'Europe entre 1966 et 1991, a demandé des données statistiques sur le développement économique des pays en question, notamment sur le revenu par habitant, et des renseignements sur les politiques d'investissement des différents pays européens pendant cette période. A propos du paragraphe 39, il a souligné l'importance de la remarque faite dans ce paragraphe et dans d'autres au sujet des effets de l'IED sur les échanges de biens intermédiaires. Notant que les études citées dans l'analyse de cette question semblaient être limitées aux pays développés, il a demandé si cette analyse pouvait également s'appliquer aux pays en développement. Il a demandé des précisions sur les conséquences pour le développement des échanges de biens intermédiaires induits par l'IED et sur celles de l'IED horizontal et vertical. Se référant au paragraphe 45, il s'est demandé si la conclusion relative aux mesures gouvernementales restreignant la distribution commerciale et la fourniture de services concernait uniquement la question du maintien de normes ou si d'autres facteurs, comme la culture ou des prescriptions en matière de nationalité, entraient également en jeu. Il a souligné l'importance de la conclusion du paragraphe 52 selon laquelle la nature de l'investissement était un élément important et a demandé que le Groupe de travail examine ce point en détail à une réunion ultérieure. Au sujet du paragraphe 53, il a demandé s'il était possible d'avoir des précisions sur les principaux biens d'importation pour les pays d'origine et sur la part de ces importations générée par les investissements directs à l'étranger. Il a relevé la remarque faite au paragraphe 54, selon laquelle on ne savait pas exactement si l'IED entrant s'accompagnait d'une augmentation ou d'une diminution des importations et il a proposé que le Groupe de travail examine cette question en détail à une réunion ultérieure. Il souhaitait aussi que le Groupe de travail examine la remarque faite dans ce paragraphe, selon laquelle il était probable que l'IED orienté vers l'exportation s'accompagne d'un accroissement des importations, au regard de l'incidence de ces importations sur les programmes de développement économique des pays en développement, en particulier sur leur balance des paiements.

24. Le représentant de l'Indonésie a dit que les données citées dans la section III.3.3 pour démontrer l'existence d'une corrélation positive entre l'IED et les résultats à l'exportation des pays d'accueil provenaient d'une seule étude. Bien qu'une telle corrélation semble exister dans de nombreux pays, il serait bon d'examiner d'autres études sur ce point particulier. Il a souligné, à cet égard, que l'IED avait aussi une incidence sur les importations du pays d'accueil. L'accroissement des importations de pièces et composants, de biens d'équipement et de services, conséquence directe de l'application de politiques libérales en matière de commerce et d'investissement, avait eu des effets négatifs sur le commerce des invisibles et des marchandises et sur le compte courant de la balance des paiements. Le rapatriement des bénéfices et des dividendes avait également un effet sur la balance des paiements. Il fallait aussi tenir dûment compte du fait que les sociétés multinationales avaient peu d'effet d'entraînement sur les petites et moyennes industries, ce qui se traduisait par un faible niveau de développement technologique local.

25. Au sujet du paragraphe 58, le représentant de l'Inde a proposé d'examiner plus avant la question de savoir si les exportations ou les réexportations vers le pays d'origine effectuées par les filiales étrangères de sociétés transnationales étaient compatibles avec les principes du GATT. Notant que les conclusions du paragraphe 60 reposaient en partie sur des observations anecdotiques, il a proposé que le Secrétariat fournisse des données plus sûres et plus actuelles sur la question examinée dans cette section de la note. Se référant au paragraphe 67, il a fait remarquer que, outre la part des pays dans le commerce international, la taille du marché intérieur semblait être un autre facteur à prendre en considération dans l'analyse. A propos du paragraphe 69, il a demandé s'il était possible de présenter des données plus récentes sur les pays en développement. La principale étude mentionnée dans ce paragraphe portait sur la période 1970-1980, période pendant laquelle de nombreux pays en développement commençaient seulement à exécuter des programmes de réforme économique autonomes.

Les données citées risquaient donc de ne pas être très utiles aux fins de l'analyse effectuée par le Groupe de travail.

26. Le représentant du Secrétariat a répondu à certaines des questions posées par le représentant de l'Inde et a dit que le Secrétariat examinerait quelles données empiriques supplémentaires il pourrait fournir sur d'autres points. Il a noté en outre que la plupart de ces questions semblaient être proposées pour que le Groupe de travail les examine.

27. Les représentants du Costa Rica et de la Norvège ont souligné que la note du Secrétariat était importante car elle confirmait, à l'aide de données empiriques, la complémentarité du commerce et de l'IED tant pour les pays d'origine que pour les pays d'accueil.

28. Les représentants du Costa Rica, de l'Australie et de Hong Kong, Chine ont souligné l'importance des remarques faites dans la section IV de la note du Secrétariat concernant les effets différents sur les flux d'IED d'une politique commerciale ouverte et de mesures de protection. A cet égard, le représentant de Hong Kong, Chine s'est référé aux exemples de mesures commerciales susceptibles de fausser les flux d'investissement, cités au paragraphe 11 de la communication de sa délégation (WT/WGTI/W/10), et a proposé que le Groupe de travail examine l'incidence sur l'IED des dispositions pertinentes de l'OMC. Le représentant de l'Indonésie, parlant au nom des pays de l'ANASE Membres de l'OMC, et le représentant de l'Inde ont souligné qu'il fallait expliciter la conclusion du paragraphe 73 de la note, selon laquelle les pays à régime commercial ouvert semblaient attirer plus d'IED que les pays à régime commercial fermé, notamment à la lumière de la note 50 où il était dit que l'IED réagissait non seulement au régime commercial, mais aussi à l'ensemble des conditions économiques.

29. Au sujet de l'analyse, dans la section V de la note, des mesures concernant les investissements et de leurs effets sur les courants commerciaux, les représentants de la Norvège, de la Communauté européenne, de Hong Kong, Chine et de la Suisse ont souligné que le Groupe de travail devait examiner de plus près la question des incitations à l'investissement et des obligations de résultats, qui était particulièrement pertinente dans le contexte actuel de l'âpre concurrence entre les pays pour attirer les IED. Le représentant de l'Indonésie, parlant au nom des pays de l'ANASE Membres de l'OMC, a dit que, bien que la note du Secrétariat ait affirmé que les incitations et les allègements fiscaux jouent un rôle moins important que d'autres éléments fondamentaux, comme la taille du marché, le coût de production et l'existence de ressources naturelles, l'expérience des pays de l'ANASE donnait à penser que les incitations à l'investissement étaient tout aussi importantes pour attirer les IED et que le fait de les attirer au moyen d'incitations procurait des avantages à long terme souvent supérieurs aux coûts à court terme. Le représentant de Hong Kong, Chine a appelé l'attention du Groupe sur le paragraphe 12 de la communication de sa délégation qui examinait les politiques d'investissement restrictives susceptibles d'avoir un effet de distorsion sur le commerce.

30. Au sujet de l'analyse des incidences des accords commerciaux régionaux sur les flux d'IED figurant dans la section VI, le représentant de la Communauté européenne a dit que, pour expliquer l'évolution des IED intracommunautaires, il fallait tenir compte non seulement de la liberté des échanges au sein de la Communauté, mais aussi d'autres aspects de l'intégration économique, notamment des dispositions du Traité instituant les CE relatives à l'investissement. Il a appelé l'attention sur la tendance à l'intégration plus étroite du commerce et de l'investissement dans les accords régionaux, dont le Traité offrait le meilleur exemple, mais qui apparaissait aussi dans d'autres accords. Le représentant de l'Australie a estimé que les incidences sur l'IED des accords régionaux étaient une question importante qui méritait d'être examinée plus avant par le Groupe de travail et, il a mentionné à cet égard la remarque faite au paragraphe 96 de la note du Secrétariat au sujet du rôle relatif des réformes internes et de l'intégration régionale dans l'accroissement récent de l'IED dans les pays du MERCOSUR. Le représentant de la Suisse a jugé intéressant de poursuivre l'examen de la question des règles d'origine et de l'IED dans le contexte des accords commerciaux régionaux.

31. Le représentant de la Communauté européenne a résumé les principaux points d'une communication présentée par la Communauté et ses Etats membres (WT/WGTI/W/12). Cette communication s'appuyait sur les conclusions d'une étude sur l'IED sortant au Royaume-Uni, lesquelles coïncidaient avec les résultats d'études analogues effectuées dans d'autres Etats membres. Elle examinait la complémentarité des exportations et des flux d'IED sortants, la différence entre les entreprises de différents secteurs pour ce qui est du point de savoir si les exportations précédaient l'investissement à l'étranger, la justification des décisions d'investir et les obstacles rencontrés par les investisseurs étrangers. Le représentant du Japon a appelé l'attention du Groupe de travail sur les données empiriques présentées dans la communication de sa délégation (WT/WGTI/W/11), qui s'appuyait sur une étude approfondie des grandes entreprises japonaises et qui montrait que l'IED avait des effets positifs sur le commerce tant pour le pays d'origine que pour le pays d'accueil. Il a mis l'accent sur les principales observations faites dans cette communication au sujet des effets de distorsion de certaines mesures commerciales sur les flux d'IED, de l'intégration du commerce et de l'investissement dans les stratégies des entreprises, des principaux déterminants des décisions des entreprises relatives à la localisation des IED, des obstacles à l'IED et de la signification de ces questions du point de vue de la nécessité de disciplines internationales.

32. Le Groupe de travail a pris note des observations formulées et des questions posées et est convenu de revenir, à sa prochaine réunion, sur les quatre questions du point II qui venaient d'être examinées. Il est convenu en outre d'aborder, à sa prochaine réunion, trois autres questions du point II, à savoir l'incidence des stratégies, pratiques et décisions commerciales sur le commerce et l'investissement, les liens entre la mobilité des capitaux et celle de la main-d'oeuvre et l'expérience des pays en matière de politiques d'investissement national, y compris les mesures visant à encourager ou à freiner les investissements. Le Président a noté que les communications des organisations internationales (WT/WGTI/W/8 et Addenda 1 à 4) traitaient dans une certaine mesure de la première de ces trois questions, mais, pour examiner les deux autres, il valait mieux se fonder sur les communications des Membres. Comme le Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence avait prévu d'aborder la question de l'IED et de la politique de la concurrence à sa troisième réunion, en 1998, il a proposé de remettre à plus tard l'examen de la dernière question du point II.

33. Plusieurs délégations ont exprimé de l'intérêt pour une note du Secrétariat sur les aspects de la sixième question du point II que le Secrétariat n'avait pas eu le temps d'examiner intégralement lorsqu'il avait établi sa note. D'autres délégations ont estimé qu'il serait préférable de décider à la prochaine réunion si le Secrétariat devait entreprendre ce travail.

C. BILAN ET ANALYSE DES INSTRUMENTS ET ACTIVITES INTERNATIONAUX EXISTANTS CONCERNANT LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT (Point III de la Liste des questions proposée pour examen)

i) Dispositions de l'OMC relatives aux questions liées à l'investissement

34. Le Groupe de travail a examiné cette question en se fondant sur une note informelle du Secrétariat sur les dispositions de l'OMC relatives aux questions liées à l'investissement (document n° 2988), qui avait fait l'objet d'un examen préliminaire à la réunion de juin.<sup>3</sup>

35. Le représentant de l'Inde a rappelé que, à la précédente réunion, sa délégation avait fait des observations au sujet des paragraphes 12 et 13 de la note du Secrétariat.

---

<sup>3</sup>Voir le document WT/WGTI/M/1, paragraphe 6.



36. Les représentants du Canada, du Costa Rica, de la Communauté européenne, de l'Argentine et des Etats-Unis ont indiqué les problèmes qui étaient dus, selon eux, au manque de cohérence et au champ d'application limité des dispositions des Accords de l'OMC relatives à l'investissement. A cet égard, les questions qu'il faudrait examiner plus avant étaient notamment les suivantes: différence entre le traitement des marchandises et des services dans le cadre de l'AGCS et de l'Accord sur les MIC; absence de règles relatives à la protection de l'investissement; portée limitée de l'Accord sur les MIC par rapport au grand nombre de mesures examinées au cours des négociations du Cycle d'Uruguay sur les MIC; absence de règles concernant les prescriptions de résultats dans l'AGCS; portée limitée des disciplines relatives au commerce énoncées dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires pour ce qui est des incitations à l'investissement; et différence entre les Accords de l'OMC et les accords internationaux relatifs à l'investissement pour ce qui est de la portée des investissements de portefeuille. Certaines délégations ont aussi exprimé de l'intérêt pour une comparaison de l'approche fondée sur une "liste positive" utilisée dans l'AGCS et de l'approche fondée sur une "liste négative" utilisée dans certains accords d'investissement et envisagée dans le cadre de la négociation en cours d'un accord multilatéral sur l'investissement (AMI). Ces délégations ont estimé que l'une des principales tâches du Groupe de travail, à laquelle il devrait donner le même rang de priorité qu'aux travaux au titre des points I et II, était d'identifier et d'évaluer les lacunes dans le champ d'application des dispositions actuelles de l'OMC relatives à l'investissement à la lumière des dispositions sur l'investissement d'autres accords internationaux. A cet égard, la délégation du Canada a proposé que le Groupe de travail fasse une analyse et un bilan des accords internationaux existants traitant plus particulièrement de l'investissement en s'appuyant sur une note d'information du Secrétariat.

37. Le représentant de l'Australie a proposé que le Groupe de travail analyse les effets des mesures commerciales sur l'IED en se concentrant sur les six points suivants: droits de douane élevés et progressivité des droits comme déterminant des flux d'investissements; conséquences, pour l'IED sortant, de l'invocation des dispositions de l'OMC relatives à la balance des paiements; liens entre la protection de la propriété intellectuelle et le transfert de technologie; incidences des règles d'origine préférentielles sur l'IED; conséquences pour l'investissement des initiatives prises par les entreprises pour échapper à l'application de mesures antidumping; et incidences des subventions sur les courants d'échanges et d'investissement. Les représentants du Japon, de Hong Kong, Chine, de l'Egypte et de l'Inde se sont déclarés favorables à un examen de ce genre. A cet égard, les représentants du Japon et de Hong Kong, Chine ont signalé qu'ils avaient fait des propositions analogues dans leurs communications écrites. Le représentant de l'Inde a proposé que le Groupe de travail se penche sur la question du transfert de technologie, des limitations apportées aux engagements concernant l'investissement qui apparaissent dans les listes d'engagements spécifiques annexées à l'AGCS, et le traitement appliqué au mouvement des personnes physiques dans le cadre de l'AGCS. En ce qui concernait la proposition d'examiner si les dispositions des Accords de l'OMC relatives à l'investissement étaient suffisantes, il a souligné qu'il fallait tenir compte, à cet égard, de la dimension développement.

38. Le représentant de la Communauté européenne ayant fait remarquer que les questions soulevées par l'Australie devraient plutôt être examinées au titre du point II de la Liste, les représentants du Japon et de l'Australie ont indiqué que les travaux ultérieurs relatifs aux dispositions de l'OMC au titre du point III devraient comprendre à la fois une comparaison des dispositions de l'OMC avec celles des accords internationaux relatifs à l'investissement, et une analyse des incidences possibles sur l'investissement de la mise en oeuvre des dispositions de l'OMC. Ils ont noté à cet égard que les points II et III de la Liste étaient étroitement liés, eu égard, en particulier, à la quatrième question du point II, et ils ont proposé que, par la suite, le Groupe de travail prenne en considération les questions pertinentes du point II en examinant les dispositions de l'OMC au titre du point III.

39. Le Groupe de travail a pris note des observations formulées et des questions soulevées et est convenu de revenir, à sa prochaine réunion, sur la question des dispositions de l'OMC relatives aux questions liées à l'investissement. Le Président a déclaré que, pour aider les délégations à préparer

la prochaine réunion, il distribuerait une liste des questions que certaines délégations avaient proposé d'examiner plus avant.<sup>4</sup>

ii) Activités et initiatives d'autres institutions internationales

40. Le Groupe de travail était saisi d'une note du Secrétariat (document n° 2843), qu'il avait examinée à sa réunion de juin et qui donnait des renseignements sur les activités en cours dans le cadre de l'APEC, de l'ANASE, du Traité sur la Charte de l'énergie, de la Zone de libre-échange des Amériques, du FMI et de l'ONU. Un addendum distribué récemment (document n° 5279) contenait des renseignements sur les activités d'autres institutions (Communauté andine, Réunion entre l'Asie et l'Europe, Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Communauté du développement de l'Afrique australe, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie occidentale). Plusieurs organisations auxquelles le Secrétariat avait demandé de fournir des renseignements sur leurs activités ne l'avaient pas encore fait. Par ailleurs, le Groupe de travail avait reçu récemment une communication du Groupe d'experts de l'investissement de l'APEC. Enfin, les documents WT/WGTI/W/4 à 6 contenaient les renseignements communiqués par les représentants de l'OCDE, de la Banque mondiale et de la CNUCED à la première réunion du Groupe de travail.

41. Le représentant de l'Australie, parlant au nom du Président australien du Groupe d'experts de l'investissement de l'APEC, a pris la parole pour présenter la communication du Groupe d'experts (distribuée par la suite sous la cote WT/WGTI/W/9).

42. Le représentant de la CNUCED a informé le Groupe de travail des réunions sur le thème de l'investissement qui avaient eu lieu récemment dans le cadre de la CNUCED. Une réunion d'experts sur la promotion de l'investissement et les objectifs de développement, tenue du 24 au 26 septembre 1997, avait examiné la question de la promotion de l'IED entrant et sortant et des incitations à l'investissement. A une réunion tenue du 29 septembre au 3 octobre 1997, la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes avait examiné les liens entre la libéralisation de l'IED et la politique de la concurrence et les critères permettant d'évaluer l'intérêt pour le développement des accords internationaux d'investissement. Le représentant a appelé l'attention des délégations sur les conclusions concertées de ces réunions qui étaient à leur disposition dans la salle de réunions. La Commission avait recommandé la convocation, en 1998, de réunions d'experts sur quatre thèmes: les accords régionaux et multilatéraux existants relatifs à l'investissement et leur dimension de développement; la comptabilité environnementale; le droit et la politique de la concurrence; et la croissance des marchés financiers nationaux, en particulier dans les pays en développement, et ses liens avec les investissements de portefeuille étrangers. Les enseignements à tirer des résultats de ces réunions du point de vue de l'action gouvernementale seront examinés à une réunion de la Commission qui aura lieu vraisemblablement en septembre 1998.

43. Le représentant du Costa Rica a dit que le Groupe de travail sur l'investissement de la Zone de libre-échange des Amériques, que son pays présidait actuellement, avait récemment achevé des travaux d'analyse préparatoires au cours desquels il avait identifié les points communs et les différences entre les régimes d'investissement des pays de la région et entrepris une analyse comparative des accords d'investissement dans l'hémisphère occidental. Les travaux sur la question de l'investissement pouvaient maintenant entrer dans une autre phase davantage axée sur la négociation. Le Vice-Ministre du commerce extérieur du Costa Rica avait rencontré récemment le Président du Groupe de travail et le Secrétariat

---

<sup>4</sup>Cette liste a été distribuée par la suite dans le document n° 6004.

de l'OMC pour leur faire part du souhait du Groupe de travail sur l'investissement d'établir des relations de travail avec le Groupe de travail de l'OMC.<sup>5</sup>

44. Le représentant de la Communauté européenne, se référant aux renseignements sur l'ASEM fournis dans la note du Secrétariat, a remarqué qu'il avait été décidé récemment d'établir un groupe d'experts de l'investissement qui était expressément chargé, aux termes de son mandat, d'apporter son concours aux travaux menés à l'OMC.

45. Le représentant de l'Inde a posé plusieurs questions au sujet de la note informelle du Secrétariat n° 5279. Se référant aux paragraphes 2 et 5, il a demandé une liste des Etats membres de la Communauté andine et des pays participant à l'ASEM. Il a noté que, au paragraphe 2, il était indiqué que la Décision n° 291 de la Communauté andine faisait état d'exceptions au principe du traitement national qui étaient stipulées dans les législations nationales et il a demandé des précisions sur la nature de ces exceptions. Se référant à la section III qui décrivait les activités menées dans le cadre de l'ASEM, il a demandé si l'on savait si le groupe d'experts de l'investissement de l'ASEM avait analysé la dimension commerciale de l'investissement. Au sujet du Traité du COMESA (section IV de la note), il a demandé s'il était possible d'avoir des renseignements sur les droits des pays d'accueil mentionnés au paragraphe 9 et il a souligné qu'il était important que ce traité porte aussi sur la libre circulation des personnes et de la main-d'oeuvre. A propos de la BERD (section V), il a demandé si la dimension développement était prise en compte dans ses activités et si les pays bénéficiaires étaient tenus d'accepter ses conseils. S'agissant de la SADC (section VI), il a demandé si l'on savait pourquoi l'Angola n'avait pas signé le protocole commercial mentionné au paragraphe 16 et dans quel contexte le protocole mentionnait l'objectif d'un régime ouvert pour les investissements transfrontières.

46. Le représentant des Etats-Unis a fait remarquer que les travaux entrepris par différentes institutions dans le domaine de l'investissement avaient placé celui-ci au premier plan des préoccupations générales et que l'OMC devait tirer parti de ces efforts. Tous ces travaux, auxquels participaient de nombreux Membres de l'OMC, confirmaient la complémentarité du commerce et de l'investissement et leur corrélation positive. Il faudrait certes du temps pour arriver à la conclusion qu'un régime d'investissement ouvert, équitable, transparent et libéral était dans l'intérêt de tous les pays, mais les Etats-Unis étaient disposés à collaborer avec le Groupe pour examiner ce qui demeurerait un sujet de préoccupation. Sa délégation considérait que ce Groupe de travail offrait la possibilité, le moment venu, de négocier des règles facilitant la mise en place d'un régime de ce genre. Les Etats-Unis participaient à des négociations sur l'investissement au niveau bilatéral et dans le cadre de la Zone de libre-échange des Amériques et de l'AMI et ils étaient prêts à engager des négociations dans le cadre de l'OMC lorsque les Membres en décideraient ainsi. Le processus informatif mené dans le cadre de ce Groupe de travail était utile pour atteindre ce but. Le représentant de l'Inde a fait remarquer que le mandat défini dans la Déclaration ministérielle de Singapour indiquait clairement que les travaux du Groupe avaient un caractère purement informatif et que la décision d'engager ou non des négociations dans l'avenir devait être prise par consensus.

47. Le représentant de Cuba, se référant à une communication de sa délégation distribuée sous la cote WT/L/228, a fait une déclaration au sujet des conséquences de l'inclusion éventuelle, dans l'AMI, des règles que les Etats-Unis et la Communauté européenne étaient en train de négocier au niveau bilatéral pour tenter de régler leur différend relatif à la Loi Helms-Burton. Le représentant de l'Inde a dit qu'il avait hâte d'examiner les questions soulevées par Cuba compte tenu du processus en cours à l'OCDE.

---

<sup>5</sup>La délégation du Costa Rica a présenté deux études établies dans le cadre des travaux du Groupe de travail de la Zone de libre-échange des Amériques: *Investment Agreements in the Western Hemisphere: A Compendium, et Foreign Investment Regimes in the Americas: A Comparative Study*. Les délégations intéressées peuvent s'adresser à la Division de la propriété intellectuelle et des investissements (tél. 739 52 24).

48. Le Groupe de travail a pris note des observations formulées et des questions soulevées et est convenu de revenir sur la deuxième question du point III à sa prochaine réunion.

49. Se référant à une proposition faite par le Canada au titre de la première question, le représentant de l'Egypte, appuyé par le représentant de l'Inde, a fait observer qu'il n'était pas opportun que le Secrétariat entreprenne d'analyser les lacunes des dispositions des Accords de l'OMC relatives à l'investissement car cela présupposait un accord entre les Membres sur les dispositions à examiner et sur les critères à appliquer pour déterminer si elles étaient suffisantes. En réponse, le représentant du Canada a précisé que sa délégation proposait seulement de faire une comparaison factuelle, non critique, des accords existants relatifs à l'investissement. Le Groupe de travail est convenu que le Secrétariat ferait une récapitulation factuelle des accords existants relatifs à l'investissement. L'accent a été mis sur la nécessité d'utiliser au mieux les renseignements disponibles auprès d'autres organisations internationales.

#### D. STATUT D'OBSERVATEUR DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTERGOUVERNEMENTALES

50. A la suite de consultations informelles, le Groupe de travail est convenu que de nouvelles consultations informelles auraient lieu au sujet des demandes de statut d'observateur en instance présentées par le Secrétariat de la Charte de l'énergie, l'OEA, l'OUA, l'OCDE, le SELA et l'ONUDI. Le Groupe de travail est convenu en outre que l'OCDE et l'ONUDI seraient invitées à assister à la prochaine réunion sur la même base qu'à la réunion actuelle.

#### E. AUTRES QUESTIONS

51. Le Groupe de travail a pris connaissance d'une proposition du Président concernant un calendrier possible des réunions en 1998 et est convenu de tenir des consultations informelles à ce sujet avant sa prochaine réunion. Il a approuvé une proposition du Président au sujet des dispositions à prendre en vue de la présentation d'un rapport factuel du Groupe de travail au Conseil général.

#### Prochaine réunion du Groupe de travail

52. Le Groupe de travail est convenu de tenir sa prochaine réunion les 8 et 9 décembre 1997. Le Président a dit que, à cette réunion, le Groupe de travail devrait non seulement revenir sur les points I et III de la Liste, mais aussi décider de quelle façon il aborderait le point IV à sa première réunion de 1998, comme il en était convenu à sa réunion de juin, et qu'il espérait que cette question serait examinée à la réunion de décembre sur la base de propositions précises des délégations.

## ANNEXE

### Observations formulées à la réunion des 6 et 7 octobre au sujet des communications des organisations internationales au titre du point I de la Liste

1. En réponse à une question du représentant de l'Inde sur le rôle de la politique de la concurrence dans la régulation de l'IED, le représentant de l'OCDE a dit qu'il y avait sans conteste des cas où l'application du droit de la concurrence avait une incidence directe sur les projets d'IED. Il ne disait pas pour autant que la politique de la concurrence devait être un moyen de réguler l'IED; il voulait dire plutôt que, s'il se posait des problèmes liés, par exemple, à la concentration, dans un secteur particulier, d'investissements de source nationale ou étrangère, la solution serait de renforcer d'une manière générale la législation sur la concurrence, éventuellement en liaison avec les autorités compétentes des autres pays.
2. En réponse à une question du délégué du Pakistan sur l'importance pour les pays en développement des facteurs institutionnels, le représentant de l'OCDE a dit que l'expérience montrait que la libéralisation des politiques d'investissement était souvent plus rapide si les gouvernements agissaient de concert dans le cadre d'objectifs conjoints et de règles communes; il était vrai cependant que de nombreux pays avaient réussi à libéraliser unilatéralement leur politique d'investissement. Le délégué du Pakistan ayant demandé si les réticences qui subsistaient parmi les pays de l'OCDE à l'égard de la libéralisation de l'IED dans certains secteurs étaient dues à des facteurs économiques ou à d'autres facteurs, il a répondu que cela dépendait du pays et du secteur et qu'elles étaient dues bien souvent aux deux à la fois. Par exemple, pour certains pays, la réticence à accepter les investissements étrangers dans le secteur culturel était d'ordre économique, tandis que pour d'autres, elle était liée exclusivement à des facteurs non économiques.
3. Se référant aux propositions demandant une analyse historique plus poussée de l'évolution des politiques d'investissement au cours du processus de développement économique des différents pays, le représentant de l'OCDE a fait observer qu'un certain nombre d'études de l'OCDE sur les pays pourraient être mises à profit. Mais il fallait garder à l'esprit que l'évolution de la position des pays dans ce domaine n'était pas nécessairement liée à leur stade de développement économique. Il se pouvait, de surcroît, que l'examen des politiques suivies dans les années 1960 et 1970 ne donne guère d'indications sur les politiques à suivre aujourd'hui, dans un contexte économique mondial différent, car ce qui était valable à l'époque devrait peut-être être jugé différemment dans l'environnement économique actuel.
4. Les représentants du Pérou et du Venezuela ont demandé aux représentants de l'OCDE et de la Banque mondiale quelles conclusions les pays qui avaient un régime d'investissement libéral pouvaient tirer des événements récents sur les marchés financiers d'Asie du Sud-Est, eu égard, en particulier, à la volatilité des investissements de portefeuille. Le représentant de l'OCDE s'est référé à l'analyse présentée dans la section VII de la communication de son organisation et a fait remarquer que le principal enseignement qui se dégageait de l'expérience des pays de l'OCDE était que la libéralisation donnait les meilleurs résultats lorsqu'elle s'accompagnait de politiques visant à renforcer l'infrastructure financière nationale et lorsque le pays avait une économie foncièrement saine, une croissance stable et une politique monétaire et budgétaire judicieuse.
5. Répondant à une question du représentant de la Communauté européenne sur les mesures que pourraient prendre les pays en développement pour rendre le cadre de politique générale plus propice à l'IED, le représentant de la Banque mondiale s'est référé à la remarque faite dans le rapport de la SFI où il était dit que, si de nombreux facteurs influençaient les flux d'IED vers les pays en développement, on sous-estimait souvent le plus évident d'entre eux, à savoir la volonté des pays eux-mêmes de permettre ces investissements. Le rapport faisait état en particulier des restrictions à

l'IED, notant que de nombreux pays en développement ne les avaient allégées que récemment. Il soulignait aussi l'importance d'éléments plus généraux, comme l'existence d'un régime libéral de commerce et de paiement et le rôle dévolu à l'Etat dans l'économie. Ces questions étaient également examinées dans le chapitre du rapport sur "Les perspectives de l'économie mondiale", dans la section traitant des conséquences sur le plan de l'action.

6. Le représentant de l'Inde a demandé au représentant de la Banque mondiale si, hormis les politiques gouvernementales, d'autres facteurs limitaient la concurrence du point de vue des flux d'IED, en particulier si les restrictions au transfert de technologie et au mouvement des personnes physiques imposées par les sociétés transnationales pouvaient aussi faire obstacle à l'IED.

7. En réponse à une observation au sujet des écarts importants entre les pays en ce qui concernait la part de l'IED en pourcentage du PIB, le représentant de la Banque mondiale s'est référé au rapport de la SFI où il était dit que la cause de ces écarts résidait principalement dans les politiques adoptées en matière d'investissement étranger. Des pays de taille très différente, se trouvant à différents stades de développement économique, avaient réussi à attirer des investissements étrangers directs représentant plus de 5 pour cent de leur PIB. Ce qu'ils avaient en commun, c'était un cadre de politique générale évolutif qui attirait les investisseurs étrangers.

8. Le représentant du FMI, répondant à une question du représentant du Brésil, a informé le Groupe de travail des travaux récents du Comité intérimaire du Fonds concernant un projet d'amendement des Statuts du FMI tendant à inclure la libéralisation des mouvements de capitaux dans ses objectifs et à élargir, comme il convient, la compétence du Fonds en établissant à cet égard des obligations bien définies et appliquées de façon rigoureuse.

9. Se référant à une observation sur les liens entre la libéralisation de l'investissement et les apports d'IED, le représentant de la CNUCED a dit que la libéralisation des politiques en matière d'IED était importante pour établir un cadre favorable à l'IED, mais les faits montraient que, une fois que ce cadre était en place, le volume et la nature de ces investissements étaient déterminés davantage par d'autres facteurs, tels que la taille et la croissance du marché, l'infrastructure existante et les biens créés disponibles. A propos des remarques sur la nécessité d'étudier plus avant les éventuels effets négatifs de l'IED, il a dit que, comme toute autre transaction internationale, l'IED avait ses inconvénients. Par conséquent, si un pays voulait en tirer profit, il devait maximiser ses effets positifs tout en minimisant ses effets négatifs, dont certains étaient indiqués dans la communication de la CNUCED. Le Rapport sur l'investissement dans le monde 1997 faisait une large place à la question de l'IED envisagé dans son rapport avec la structure du marché et soulignait qu'il importait de renforcer la politique de la concurrence pour faire en sorte que les obstacles réglementaires ne soient pas remplacés par des obstacles privés. A propos des pays les moins avancés, il a dit que ses observations sur les déterminants de l'IED valaient également pour ces pays. La plupart d'entre eux avaient fait des efforts considérables pour libéraliser le cadre juridique applicable à l'IED et étaient en train de prendre des mesures pour encourager ces investissements. La Communauté internationale avait un rôle à jouer dans le domaine de l'assistance technique et de la promotion de l'investissement pour faire en sorte que ces efforts aboutissent à une augmentation des apports d'IED.

10. Se référant aux propositions demandant que l'ONUDI présente d'autres communications sur le transfert de technologie et la politique industrielle, le représentant de l'ONUDI a signalé que ces questions avaient déjà été abordées, dans une certaine mesure, dans la publication de l'ONUDI intitulée *The Globalization of Industry: Implications for Developing Countries beyond 2000*. Le chapitre V de cette étude examinait les liens entre les nouvelles technologies et la compétitivité et le chapitre VI analysait l'évolution du rôle de la politique industrielle dans les pays en développement. Toutefois, sous réserve des ressources disponibles, l'ONUDI examinerait toute demande du Groupe de travail concernant la réalisation d'études sur des aspects particuliers du transfert de technologie ou de la politique industrielle.